

Avignon, le 28 septembre 2017

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES élus au Comité technique local.**

Monsieur le Président,

Solidaires Finances Publiques ne peut commencer cette réunion institutionnelle sans évoquer des éléments de contexte.

Depuis le début du mois de septembre, la parution des ordonnances modifiant le Code du travail montrent l'acharnement dogmatique à libéraliser le droit du travail et faire sauter des éléments de protection des salariés (accords de branches, limitation des indemnités de licenciement ...).

Les dernières annonces du gouvernement et de notre Direction générale ne sont pas plus rassurantes pour les agents publics: suppressions de postes, gel du point d'indice, augmentation de la CSG impliquant une baisse de pouvoir d'achat, mise en place du RIFSEEP, notation, modification régulière des règles de mutation. L'horizon des agents des Finances Publiques, pour le moment encore fonctionnaires, n'en finit pas de s'assombrir.

Nous siégeons aujourd'hui sur un ordre du jour surprenant: modification temporaire des horaires de travail liés aux travaux du tramway d'Avignon et « réaménagement des espaces au 1er étage du SIP Avignon » retraduit par la cheffe de service en une « réorganisation et simple rééquilibrage des pôles de gestion et de l'accueil du SIP d'Avignon ».

Si la mise en œuvre du 1^{er} sujet reste floue, la nature même du 2ème est opaque. En effet, soit il s'agit d'une restructuration, d'un projet important (ce que minimisait jusque récemment la direction) et il est opportun d'en parler au CTL, soit il s'agit (comme le présente la cheffe de service) d'une simple opération de rééquilibrage des moyens humains, combinée à la mise en place de l'accueil personnalisé sur rendez-vous ; dans ce dernier cas, quelle est la latitude donnée au CTL pour discuter de ce sujet, de son impact, de son importance.

En tout état de cause, la nature et l'importance des permutations opérées entre les agents, la méthode de communication employée par la hiérarchie nous laisse à penser que la mise à l'ordre du jour du CHSCT de ce sujet était bien nécessaire.

Quelle est la vraie raison de départ de cette mise en bordel d'un service ? Quelle est la plus-value apportée par tous ces changements ?

Cela augure-t'il de nouvelles suppressions de postes ? Ici ou dans d'autres services ?

Solitaires Finances Publiques refusera toute nouvelle saignée dans les effectifs et toute nouvelle dégradation des conditions de travail des agents.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES continuera de combattre toutes les réformes qui sont aussi inefficaces que nuisibles et placera toujours l'humain comme priorité absolue avant toute autre considération.